



Les îles du Cap-Vert, montagneuses et désertiques, souffrent d'un régime de précipitation aléatoire et largement déficitaire. Deux années sur trois environ, il n'apporte pas suffisamment d'eau pour mener à bien une campagne agricole en culture sèche. Les terres arables représentent moins de 10 % de sa superficie et il n'existe pas de cours d'eau superficiels permanents et moins de 0,6 % des terres sont irriguées.

Malgré de remarquables efforts menés depuis plus de 20 ans pour la reforestation et la conservation de l'eau et des sols, la pression sur l'environnement est aggravée par une forte croissance démographique. Elle est à l'origine d'énormes problèmes d'érosion des sols.

Près d'un quart de la population se consacre à l'agriculture mais, plus de la moitié des exploitations agricoles ne produit pas suffisamment pour alimenter une famille moyenne et 70 % à 85 % des exploitations n'y parviennent que lors de bonnes années. Le manque d'accès à la terre et, en particulier, à des terres de bonne qualité, le mode d'exploitation (métayage, fermage), la quasi inexistence du crédit agricole, sont des facteurs qui aggravent la vulnérabilité des familles rurales.

#### LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE REPOSE SUR LES IMPORTATIONS ET L'AIDE

La sécurité alimentaire du pays est, dans ce contexte, largement tributaire de l'extérieur. Le pays importe près de 85 % des aliments nécessaires pour couvrir ses besoins. Le maïs, la seule céréale produite localement, ne couvre en moyenne qu'environ 5 % des besoins en céréales. La facture alimentaire représente près d'un tiers des importations du pays. L'aide alimentaire joue un rôle prépondérant et couvre en moyenne environ 60 % des importations totales de céréales.

Le chômage et la sous-occupation atteignent des proportions considérables. Environ la moitié de la population rurale est pauvre, dont près d'un quart très pauvre. Près de 70 % des pauvres vivent dans le milieu rural. Toutefois, on assiste ces dernières années à un transfert de la pauvreté vers le milieu urbain, à la faveur d'un exode rural très soutenu. Le dernier recensement de la population indique un taux d'urbanisation de 53 % en 2000, contre 32 % en 1990.

Depuis les années 70, l'État a maintenu la création d'emploi et de revenus par la mise en œuvre de chantiers publics à haute intensité de main-d'œuvre (FAIMO), pour la construction d'infrastructures routières, la reforestation et la conservation des sols. Ce système bénéficie à environ 15 000 à 20 000 travailleurs ruraux sous employés par le secteur agricole.

Une assistance alimentaire est apportée aux groupes de population dits « vulnérables », qui couvre certaines catégories de personnes en situation d'insécurité alimentaire chronique : environ 5 000 personnes déshéritées perçoivent une pension sociale minimum et 70 000 enfants bénéficient de cantines scolaires.

L'économie nationale qui se caractérise par une prédominance du secteur tertiaire (il couvre à lui seul près de la moitié du PIB), souffre d'une faible capacité de production et de l'exiguïté du marché national. Les transferts de fonds par les émigrants représentent une caractéristique notable de l'économie du pays, puisque ces capitaux couvrent près de 12 % du PIB et bénéficient à plus de 60 % des familles.

Malgré une croissance économique soutenue ces dernières années, le pays reste confronté à des problèmes macroéconomiques fondamentaux, parmi lesquels la persistance d'un déficit de la balance des transactions courantes, une dépendance du marché international pour l'acquisition de denrées alimentaires de base ainsi que des difficultés pour l'acquisition des devises nécessaires à ces achats.

L'approvisionnement régulier de chacune des îles en produits alimentaires essentiels était jusqu'alors garanti par l'entreprise publique EMPA (MOAVE pour le blé) qui bénéficiait d'un régime d'exclusivité d'importation de ces denrées. La libéralisation et la privatisation en cours a entraîné d'importantes modifications dans l'approvisionnement et le fonctionnement des marchés et s'accompagne de certaines incertitudes sur la sécurisation des approvisionnements et la stabilité des prix. Il est toutefois prévu de maintenir l'accessibilité aux produits alimentaires essentiels par une politique de prix maxima.



## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°1

PROMOTION D'UNE AGRICULTURE PRODUCTIVE,  
DURABLE ET DIVERSIFIÉE

La modernisation et la diversification de la production s'appuiera sur l'amélioration de la gestion des ressources en eau, de l'accès aux services d'appui à la production (crédit, énergie, etc.), et sur la promotion de filières pour la transformation et la conservation des produits agro-alimentaires.

Afin d'enrayer le processus de désertification en cours, de gros efforts seront consentis pour que la production soit menée dans le cadre d'une gestion rationnelle des ressources naturelles, en particulier par la généralisation de pratiques de conservation de l'eau et des sols et par l'augmentation de la couverture végétale.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°2

DÉVELOPPEMENT, FLUIDIFICATION ET  
INTÉGRATION SOUS-RÉGIONALE DES MARCHÉS NATIONAUX

*Remarque : Les échanges commerciaux entre le Cap-Vert et ses partenaires sahéliens ne représentent qu'une partie mineure (environ 5 %) du volume de ses échanges avec le reste du monde. Cela explique pourquoi dans la stratégie du Cap-Vert l'intégration sous-régionale des marchés a moins de poids que dans les stratégies des autres pays membres du CILSS.*

Le processus de privatisation et de libéralisation du marché des produits alimentaires de base sera appuyé par une série d'interventions visant à réglementer, réguler et fiscaliser les marchés, de manière à garantir un approvisionnement régulier de l'ensemble du territoire par des opérateurs privés, tout en préservant les intérêts des consommateurs. Dans ce cadre, un système d'information sur l'offre et la demande de produits agro-alimentaires sera mis en place.

Des investissements conséquents seront destinés à l'amélioration des infrastructures routières et portuaires. Dans le but d'éviter les ruptures d'approvisionnement des îles périphériques, il est prévu d'organiser un système de crédit destiné à l'importation de produits alimentaires de première nécessité par des opérateurs privés. De plus, un stock de sécurité sera constitué en partenariat entre l'État et le secteur privé.

Des actions seront également menées pour une amélioration de la qualité sanitaire des aliments, tant au niveau législatif qu'au niveau de l'organisation des contrôles.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°3

AMÉLIORATION DURABLE DES CONDITIONS D'ACCÈS DES GROUPES ET  
ZONES VULNÉRABLES À L'ALIMENTATION  
ET AUX SERVICES SOCIAUX DE BASE

L'amélioration de l'accès aux services sociaux de base s'appuiera sur la construction d'infrastructures (eau, assainissement, santé, éducation) dans les communautés locales et les centres secondaires, ce qui contribuera en outre à freiner la migration des plus démunis vers les principaux centres urbains. Les groupes vulnérables, et en particulier les femmes, bénéficieront d'actions visant la création d'emplois et la formation professionnelle pour permettre leur insertion sur le marché du travail. Les filets de sécurité sociale seront également renforcés et mieux adaptés aux nécessités des groupes les plus démunis. De plus, ceux-ci seront ciblés par des interventions visant spécifiquement l'amélioration de leur diète alimentaire.

ables, et en particulier les femmes, bénéficieront d'actions visant la création d'emplois et la formation professionnelle pour permettre leur insertion sur le marché du travail. Les filets de sécurité sociale seront également renforcés et mieux adaptés aux nécessités des groupes les plus démunis. De plus, ceux-ci seront ciblés par des interventions visant spécifiquement l'amélioration de leur diète alimentaire.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°4

AMÉLIORATION DURABLE DES DISPOSITIFS DE PRÉVENTION  
ET GESTION DES CRISES CONJONCTURELLES, EN COHÉRENCE AVEC  
LA CONSTRUCTION DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Suite à la libéralisation et à la privatisation de l'EMPA, la problématique du suivi de la situation alimentaire au niveau national a acquis une importance particulière. Dans ce domaine, les interventions viseront l'amélioration des différentes composantes du système d'information sur la sécurité alimentaire (y compris le système d'alerte rapide) dans le but de le rendre plus fonctionnel et efficace. Le dispositif sera déconcentré pour l'adapter au processus de décentralisation en cours, mais une harmonisation de ses méthodes d'analyse et de la circulation de l'information est prévue pour garantir son unicité.

D'autre part les processus de concertation et les actions d'urgence mis en œuvre faciliteront les sorties de crise et la construction d'une sécurité alimentaire à long terme.

De plus, le processus de reconversion des FAIMO, préconisé dans le cadre du PNL, sera renforcé par des interventions visant la capacitation par le travail et par la mise en place d'un système de micro-crédit pour le soutien à la création d'emplois permanents.

## OBJECTIF SPÉCIFIQUE N°5

RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES ACTEURS  
ET PROMOTION D'UNE BONNE GOUVERNANCE  
DE LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

Le processus de décentralisation en cours sera approfondi et consolidé dans le domaine de la gestion de la sécurité alimentaire. Au niveau de chaque municipalité, un département responsable de la sécurité alimentaire sera créé.

Des programmes de communication et de formation technique et institutionnelle seront proposés à tous les acteurs internes et externes, de la société civile et également du secteur privé, dans le but d'assurer leur participation effective dans la gestion de la sécurité alimentaire.

